Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

FRANCE – Mobilisations tout azimut contre le projet de loi française sur les OGM

Par Christophe NOISETTE

Publié le 31/03/2008, modifié le 09/03/2026

Peu avant le vote à l'Assemblée nationale de la loi sur les OGM, les collectifs citoyens défendant le "sans OGM" – composé d'associations écologistes, de syndicats paysans, des collectifs de Faucheurs volontaires, des associations de producteurs biologiques, etc. - ont organisé, le 29 mars 2008, dans huit villes - Rennes, Lille, Nancy, Toulouse, Perpignan, Avignon, Clermont-Ferrand et Bordeaux – une manifestation "pour le droit de produire et consommer sans OGM". Les manifestants demandaient aux députés d'amender le projet pour permettre réellement au « sans OGM » de continuer à exister. La manifestation la plus conséquente fut celle de Rennes, où plusieurs milliers de personnes ont défilé (5 000 selon la police et entre 13 000 et 15 000 selon les organisateurs). A Clermont Ferrand, une mosaïque humaine a dessiné dans les rues de la ville le slogan "SANS OGM = 0%". A Toulouse, dans la matinée, une cinquantaine de membres et sympathisants du Collectif anti-OGM 31 ont symboliquement "semé" du maïs biologique sur des pelouses devant l'usine de production de semences Pioneer à Aussonne (nord de Toulouse). Puis les militants ont manifesté dans le centre ville de Toulouse et ont lâché neuf oies, à l'instar des oies de Capitole, pour "alerter les citoyens et réveiller les députés".

Deux jours plus tard, à la veille du débat à l'Assemblée, le 31 mars 2008, Greenpeace a livré neuf tonnes de maïs au siège de l'UMP, à Paris, "pour demander au parti majoritaire à l'assemblée de défendre une agriculture et une alimentation véritablement sans OGM" [1].

Par ailleurs, tout au long des débats, les militants anti-OGM ont maintenu un « piquet de vigilance », devant l'Assemblée et informaient les passants et les Internautes [2] des débats et des amendements que les députés votaient.

Les citoyens écrivent massivement aux députés
Parmi les autres actions citoyennes, il est important de noter l'incroyable mouvement de lettres aux députés. De nombreux collectifs régionaux ont organisé, structuré et accompagné une campagne de lettres auprès des députés. A Paris, la CLVC, association de consommateurs, a écrit aux députés de la Ville pour leur demander que la loi actuellement en débat "respecte le zéro OGM dans l'alimentation" comme l'exigent les consommateurs que la CLCV représente. Autre point mis en avant par cette association : "L'avis de la société civile, dans la future Haute autorité, doit avoir le même poids que celui des scientifiques, car le refus des OGM va plus loin que la simple peur alimentaire : elle est aussi l'expression d'une demande d'une production agricole radicalement différente, respectueuse de l'environnement et de la santé, restauratrice de la biodiversité et de

paysages variés notamment en Ile de France" [3].

Enfin, les régions françaises se sont aussi mobilisées. Plus particulièrement, la Région Aquitaine, qui, dans un communiqué de presse, en date du 28 mars 2008, a pris position contre le projet de loi sur les OGM. Elle précise qu'elle mène depuis de nombreuses années une politique en faveur d'une agriculture de qualité et respectueuse de l'environnement et qu'elle est membre du Réseau des Régions européennes sans OGM. "C'est pourquoi à l'occasion du débat qui va s'ouvrir à l'Assemblée Nationale sur le projet de loi relatif aux OGM, le Conseil régional d'Aquitaine, avec les autres Régions françaises du réseau des Régions européennes libres d'OGM, souhaite rappeler que la liberté de produire, d'acheter et de consommer des biens alimentaires produits sans OGM est un principe fondamental devant être reconnu à tous les citoyens".

[1] http://blog.greenpeace.fr/ogm

[2] http://soleo.ouvaton.org/

[3] Contact : Paul Baylac, 06 15 88 49 03

Adresse de cet article : https://infogm.org/france-mobilisations-tout-azimut-contre-le-projet-de-loi-francaise-sur-les-ogm/